



# ÉCONOMIE

Et si on parlait enfin

d'un nouveau développement  
industriel en Europe ?

Les plans de licenciements, soigneusement reportés pour cause électorale, tombent les uns après les autres avec leurs lots de détresses sociales. Le chiffre officiel du chômage vient d'atteindre 3 millions. La question de la ré-industrialisation de notre économie est devenue tellement incontournable qu'un ministère spécifique a été créé ! Qu'implique une telle volonté ? Est-elle compatible avec les politiques d'austérité ? Ne nécessite-t-elle pas de repenser la compétitivité ?

## **Austérité et politique industrielle font-elle bon ménage ?**

Le cercle est ainsi décrit : faire de l'austérité pour diminuer les dépenses publiques, tout en soutenant le financement d'investissements créateurs d'emplois. Sauf que ce cercle n'est pas vertueux, brisé qu'il est par des actionnaires qui détournent ces capacités financières au profit de leurs seuls intérêts. Et comme ces politiques d'austérité sont uniformisées, il n'y a plus aucun pays européen pour servir de moteur à une croissance, certes nationale, mais qui bénéficierait à l'ensemble des pays européens. Pire, la planification de l'austérité budgétaire dans tous les pays européens, pour sortir d'une crise issue de la financiarisation de l'économie, a conduit des pays comme l'Espagne ou l'Irlande, excédentaires avant la crise, à s'enfoncer dans la récession avec une envolée de leur dette publique. Aujourd'hui, après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, c'est au tour de l'Espagne d'être « sauvée » par des injections financières européennes. N'est-il pas effarant de constater que cette masse monétaire aurait pu être utilisée au développement de l'industrie, de la formation, de la recherche ?

## **Le coût du travail est-il vraiment en cause ?**

La ré-industrialisation de notre pays ne serait envisageable qu'avec une diminution du coût du travail : c'est le credo du Medef et de Laurence Parisot qui semble trouver écho auprès du gouvernement, voire de certaines organisations syndicales. Un patronat qui ne manque pas de culot quand on se rappelle qu'il bénéficie déjà de 175 milliards d'euros par an d'aides et d'exonérations fiscales et de cotisations sociales. Autant d'argent public qui n'a pas servi au maintien et au développement de l'emploi et au financement de la protection sociale.

Quant au coût du travail, une étude de l'Insee de 2012 indique que la rémunération du travail dans l'industrie manufacturière est identique entre la France et l'Allemagne. Dans l'industrie automobile, le coût du travail en Allemagne est le plus élevé d'Europe avec 43,14 euros contre 33,38 euros en France, et pourtant l'Allemagne est le premier exportateur européen ! Ce n'est donc pas le coût du travail qui explique la différence, ou plutôt si ! C'est parce que l'industrie allemande mise sur la qualité et donc rémunère le travail qualifié qu'elle fait la différence en Europe ! Dans tous les pays, les richesses créées par le travail sont accaparées par les actionnaires : en France, les dividendes représentent aujourd'hui 25 % de cette richesse contre 5 % en 1980. N'est-ce pas cette double austérité des investissements et des salaires qui conduit à la spirale de la crise actuelle ?

## **Peut-on ouvrir de nouvelles pistes ?**

L'échec de Nicolas Sarkozy aux élections présidentielles atteste d'une volonté de la population et du monde du travail de rompre avec des politiques tournées vers la satisfaction des plus riches et de la finance. Depuis, la situation dans le monde, en Europe et en France s'est encore dégradée. Les causes fondamentales sont connues. Elles s'articulent autour de la dévalorisation du travail, de la faiblesse des investissements, de la captation des liquidités utiles à l'économie par les marchés financiers. La généralisation de la concurrence entre les entreprises et de la concurrence entre les salariés dans l'espace européen et mondial entretient la crise des débouchés, en même temps qu'elle asphyxie le travail.

Ainsi de nouvelles pistes doivent être ouvertes en urgence. La compétitivité est vue aujourd'hui sous le seul angle de la rentabilité financière à court terme, avec l'argent comme seule finalité. Or, nous pourrions convenir que le travail, l'entrepreneuriat puissent viser d'autres objectifs : celui de l'environnement, du développement humain durable, du progrès social, de l'investissement productif, de la recherche, de la formation. Autant de critères qui pourraient aussi constituer des obligations de résultats et auxquels seraient attachées des facilités bancaires ou fiscales. A contrario, les entreprises qui continueraient de faire prévaloir les critères financiers se verraient pénalisées. La mise en œuvre d'un tel système nécessite la création d'un levier qui pourrait prendre la forme d'un pôle public financier. Une autre piste réside dans l'harmonisation des politiques fiscales et sociales dans l'espace européen, afin notamment d'établir un salaire minimum dans chaque pays qui mette fin au moins-disant social et à la mise en concurrence.

## **L'espace européen peut-il être un lieu de rassemblement et de construction de revendications ?**

La communauté de destin démocratique et social des peuples européens est une réalité. Ainsi, le développement d'un syndicalisme européen basé sur la rencontre des syndicats nationaux et la construction d'une plate forme revendicative commune, est un élément déterminant pour que l'Europe quitte ses habits d'austérité pour ceux d'un développement unissant social et environnemental. La création de la toute nouvelle fédération européenne de l'industrie (Industri-All) qui réunit 190 organisations syndicales, dont la CGT Mines-Energie, participe déjà à la mise en convergence des intérêts des salariés de l'industrie, et à l'urgence du développement de cette dernière.

## **Vous avez des questions à poser ?**

**Versez-les au débat à [ufict@ufict.fnme-cgt.fr](mailto:ufict@ufict.fnme-cgt.fr)**

**Elles feront l'objet d'un prochain numéro.**